

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 14 novembre 2023

DATE DE PUBLICATION : 22 novembre 2023

*L'an deux mille vingt-trois, le vingt et un novembre, à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD –M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID - M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme BAYRAM – Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY - M. OREN - M. RENOUF –Mme TORRES – M. TOUANE - M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- Mme PHESOR à M. TOUANE
- Mme RASAMOELY à Mme PASCAUD
- M. BA à Mme TORRES
- M. LALOT à Mme HEUGUES
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- Mme PERIERS à M. FAURE

**ABSENTS**

- M. BALABAN

**EXCUSÉS**

- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PRIEUX

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs (PPGDLSID) / Gestion en flux / Systeme de cotation de la demande**

**OBJET :**  
**Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs (PPGDLSID) / Gestion en flux / Systeme de cotation de la demande**

**Directeur de secteur :** Muriel NAVENNEC

**Service :** Logement

**Affaire suivie par :** Muriel NAVENNEC

**Mme Torres :** L'Agglomération Montargoise a fait parvenir le projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'information des demandeurs (PPGDLSID) aux communes membres afin qu'elles émettent un avis avant la séance du Conseil communautaire du 5 décembre 2023 qui doit l'adopter au 31 décembre.

Ce document s'inscrit dans le cadre de la réforme de la gestion des demandes et des attributions, la loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Renové (loi ALUR), notamment son article 97. Elle instaure l'obligation pour tout établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doté d'un programme local de l'habitat, d'élaborer un Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'information des demandeurs (PPGDLSID).

Le projet de Plan Partenarial ci-joint a été élaboré lors de six ateliers, auxquels les élues et techniciennes de la ville ont participé avec les autres communes, les services de l'Etat, les bailleurs sociaux et les autres membres de la conférence Intercommunale du Logement.

Il vise à :

- Donner au demandeur plus de transparence sur les procédures d'accès au logement et le rendre plus actif de ses démarches ;
- Accroître la lisibilité du parcours du demandeur ;
- Développer l'efficacité dans le traitement des demandes en favorisant la mutualisation des informations ;
- Accentuer l'équité dans le système d'attribution des logements.

Il permettra aussi, d'améliorer la connaissance des demandeurs sur le territoire de la commune de Chalette/Loing afin de mieux adapter l'offre à la demande, notamment à travers l'actualisation du parc social et de la demande.

### **1/ Contenu du Plan :**

Le contenu de ce projet de Plan Partenarial, outre les caractéristiques actuelles du parc social et de la demande, comporte :

- Mesures en matière d'accueil, d'information et d'enregistrement du demandeur sur le territoire :
  - Service d'information et d'accueil du demandeur, avec un maillage des lieux d'accueil et d'information .

Sur ce point, la ville poursuit sa politique de proximité envers ses habitants en maintenant la présence du guichet d'enregistreur qui permet un accompagnement complet du demandeur.

Ce service est d'autant plus important que l'agence Valloire a fermé ses portes en novembre

- Accueil et information du demandeur,
- Modalités d'enregistrement de la demande, service d'information et d'accueil du demandeur et informer les réservataires quant aux enjeux d'accessibilité des logements libérés aux situations de handicap.

- Mesures en matière de gestion partagée de la demande :
  - Mesures portant sur la gestion partagée de la demande,
  - Traitement des demandes des ménages en difficulté,
  - Gestion des demandeurs de mutation.
- Dispositifs spécifiques de la gestion partagée de la demande :
  - Système de cotation de la demande :

C'est un outil d'aide à la décision qui vise à rapprocher l'offre et la demande de logement social qui n'est pas opposable. En effet, la cotation de la demande ne minore pas le rôle de la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation de Logements (CALEOL) qui demeure souveraine et ne change rien aux voies juridiques existantes pour contester les décisions émises par celle-ci.

Il s'applique de manière uniforme à l'ensemble des demandes de logements sociaux, à la fois dans son principe et dans ses modalités d'application.

Deux grilles de cotation sont proposées, l'une à destination des primo-demandeurs et l'autre à destination des demandes de mutations et sont composées de 29 et de 24 critères.

Elles sont structurées avec six niveaux de priorité associés à un nombre de points qui additionnés, constitueront le total de points attribués à un ménage. La pondération est comprise entre -30 à 50 points, hors DALO dont le nombre de points attribués est 500 points afin que ces demandes soient nécessairement prises en compte de manière prioritaire.

Il a été retenu l'option de valoriser les critères si les pièces justificatives sont valides et de dévaloriser plus de deux refus non justifiés avant CALEOL d'une proposition adaptée et plus d'un refus après CALEOL d'une proposition adaptée à savoir le refus opposé à une proposition de logement correspondant à la commune demandée, dont le loyer et les charges sont adaptés aux capacités financières du demandeur, dont la typologie (taille) correspond à la taille du ménage et dont les caractéristiques sont en adéquation avec les besoins déclarés en lien avec une situation de handicap.

- Gestion en flux des contingents de réservation de logements sociaux : Elle remplace la gestion en stock. Les conventions que nous devons conclure avec nos bailleurs sociaux devront respecter les orientations de la Convention Intercommunale d'Attribution et du Plan Partenarial. L'Agglomération Montargoise a mis à notre disposition un cadre commun pour guider les communes dans la mise en œuvre de ce dispositif.

## **2/ Suivi du plan et plan d'actions :**

L'Agglomération Montargoise pilote ce Plan Partenarial . Dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement, une commission de coordination aura en charge le suivi annuel. Un plan d'action sera mis en place et évalué annuellement afin de répondre au mieux aux objectifs du Plan Partenarial.

Nous serons attentifs à ce suivi en termes d'accueil des demandeurs et d'attributions afin de répondre au mieux aux besoins de notre population.

## **3/ Plan de communication et formation :**

En outre, afin d'accompagner les demandeurs dans leurs démarches, un plan de communication des informations liées à leurs demandes et au parc social et de formation des agents des lieux d'accueil et d'enregistrement sera déployé tout au long de la durée du Plan.

## **4/ Durée du plan :**

La durée est de six ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## **Le conseil municipal,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment l'article L441-2-8,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20231129-DEL 2023\_1109-DE

**VU** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové

(loi ALUR),

Réception par le préfet : 29/11/2023



**VU** le décret n° 2015-524 du 12 mai 2015 qui précise le contenu, les modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du PPGDLSID,

**VU** la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, notamment l'article 77,

**VU** la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN), notamment l'article 111,

**VU** le décret n°2019-1378 du 17 décembre 2019 relatif à la cotation de la demande de logement social qui précise les modalités d'élaboration et de mise en œuvre du système de cotation,

**VU** le projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande et de l'Information des Demandeurs du Logement Social de l'Agglomération Montargoise,

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE** d'émettre un avis favorable au projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande et de l'Information des Demandeurs du Logement Social de l'Agglomération Montargoise,

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>29</b>	
Votes pour	<b>29</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Abstentions	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT

